

7 Jours

Filpac CGT

N°78 - 10-03-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Par quel bout prendre le 18 mars, journée CGT FO Solidaires FSU ? Par la réponse à la situation réelle. D'un côté le chef Gattaz lance ses troupes patronales à l'assaut du gouvernement pour qu'il lui cède les restes du modèle social français. De l'autre, la chef de l'extrême droite, Le Pen, recueille les fruits de la trahison de l'irresponsable gauche de gouvernement. Elle moissonne les embardées libérales et autoritaires d'une Union européenne bâtie pour la finance. L'état se resserre sur la question sociale : balayée par Gattaz et subordonnée au profit privé, réduite par Le Pen à la préférence nationale contre l'immigré et l'étranger. Le 18 mars laisse entrevoir un début de réponse. Nul ne représente les salariés que les salariés eux-mêmes. Toute délégation de pouvoir à un sauveur suprême est un suicide collectif. Prenons nos revendications en main. **Dès le 18 mars.**

Pourquoi manifester le 18 mars ? Pour faire échec au putsch patronal !

Pierre Gattaz tient son « Pacte ». Les richesses produites par les salariés seront versées aux seuls patrons sous forme d'exonération de cotisations et d'impôts, que les salariés, actifs, chômeurs et retraités se feront un plaisir de payer à leur place. En attendant la suite logique du Pacte, c'est-à-dire la fin des cotisations patronales à la Sécurité sociale. Hollande lui a remis les clés du camion, Berger joue la roue de secours syndicale.

Mais ça ne suffit pas à Gattaz. Il le proclame au Figaro du 8 mars, au nom de sa classe il exige « un gouvernement de combat ». Quel combat ? Fera-t-il don de sa personne à la France ? Analyse.

1 Dans un sursaut de lucidité, Gattaz constate : « **Tous les jours, des entreprises meurent.** » Bravo, Pierrot. Finement observé. On peut même lui indiquer qui ferme ces entreprises et qui détruit les emplois à raison d'un millier par jour : ce sont des gens comme lui, des patrons. Car en France, leur pouvoir contre les salariés est sans limite. Surtout depuis l'ANI.

2 Qu'en conclut-il, le Pierrot ? Que les entreprises sont tout, que les salariés ne sont rien, et avec eux le gouvernement de la république et la démocratie ne sont rien non plus. « **La France doit assumer son aggiornamento économique. Elle doit assumer l'entreprise, l'économie de marché et la mondialisation, qui ne sont ni de gauche ni de droite. Les entreprises sont en mesure de régler 80 % des problèmes du pays.** » L'entreprise, dans son langage, c'est lui, le patron, qui l'incarne et rien ni personne d'autre.

Nous, nous constatons à UPM Docelles, Stora Enso Corbehem - et tant d'autres - **non pas des patrons d'entreprise, mais des patrons qui parlent de l'entreprise.** D'ailleurs, ils n'y sont entrés que du bout de leurs capitaux, les salariés ignorant jusqu'à leur visage. Sur les cendres de ces entreprises grillées par la Grande Crise du système du profit privé, Gattaz veut bâtir son église. « **Ni droite ni gauche, bien au contraire, laissez-nous gérer le pays comme on gère nos boîtes.** » BRRRR ! Fluide glacial. Pourquoi ?

3 Gattaz répète : « **Ce sont elles [les entreprises] qui créent des emplois, permettent d'offrir du pouvoir d'achat aux ménages et financent les grandes fonctions régaliennes du pays.** » Ce gars-là est né avec une cuiller d'argent dans la bouche, celle de papa Yvon, 1^{er} patron des patrons de la dynastie. Excuse ? Pas sûr...

Les entreprises ? Quoi, ce ne sont que les patrons ? Pour les Toutes Petites (TPE), avec un ou deux salariés, c'est déjà une affaire collective. Mais au-delà d'une certaine taille, que le patron soit aux Seychelles, dans son paradis fiscal ou au golf, les salariés, eux, sont toujours au chagrin. Eux et eux seuls créent les richesses, les grands patrons gèrent leurs titres de propriété, les dividendes des actionnaires, les stock options.

Les entreprises ? Faites donc tourner une boîte de l'industrie avec un tas d'or, des actions ou des billets de banque... Non, mon Gars... Ttaz, **faut des mains, des cerveaux, bref des salariés.** Mais toi, myope comme t'es, tu ne vois même pas la poutre dans ton œil de patron : 5 228 800 chômeurs (outre-mer compris) + 667 800 chômeurs définitifs ("D" et "E"). D'où ils sortent, où ils n'arrivent pas à entrer ? Dans des entreprises dirigées par les patrons obsédés par leurs profits et la réduction de la masse salariale.

Gattaz et les siens ont fait de l'entreprise un enfer. Que les experts nomment « risques psycho-sociaux », que nous appelons **intensification de l'exploitation du travail salarié par la peur du chômage.**



4 Pourquoi Gattaz se sent-il pousser des ailes ? Parce que Hollande l'a gonflé à l'hélium dont on abreuve les gros Zeppelin. « **François Hollande a fixé un cap, celui de l'entreprise. Mais l'équipage gouvernemental a-t-il compris ?** » Le président de tous les Français est devenu le livreur de la politique économique au patronat. Dès le début, d'ailleurs, il n'a vu son mandat électif que par le patronat, en convoquant sitôt élu Louis Gallois et son rapport pour justifier la baisse des salaires et la hausse du chômage. Alors ? « **Il faut absolument passer d'une économie administrée à une économie compétitive, sinon le bateau France coulera.** » Que tous se retirent, députés et sénateurs, ministres et élus régionaux et locaux, administrations et services publics.

Seul le chef, le vrai, celui de l'entreprise, élu par la seule force des capitaux qu'il possède, est légitime à diriger le pays en lieu et place de tout le reste. Electeur, garde ton bulletin de vote dans ton frigidaire, le chef d'entreprise pourvoit à tout.

5 Le combat de Gattaz pour un gouvernement de combat commence par un ultimatum : « **J'avertis le gouvernement qu'une baisse de charge concentrée sur les seuls bas salaires n'est pas acceptable pour le Medef et aurait pour conséquence immédiate de ne pas permettre l'engagement des activités à haute valeur ajoutée dans le pacte de responsabilité.** » Rappelons-nous l'aimable babillage sur les « contreparties »...

Le danger est réel. Les grands patrons, les patrons des sociétés transnationales, ne veulent plus attendre la bonne volonté réformatrice de Hollande, ou la prochaine alternance politique. Ils veulent un gouvernement de nettoyeurs de tranchées sociales. Les résistants qui défendent la Sécurité sociale, la loi sociale, le salaire, ceux-là font perdre du temps à ces messieurs des beaux profits financiers et industriels. Il leur tarde de faire sauter jusqu'au dernier vestige de l'édifice social national. S'il le faut, en sponsorisant Le Pen et le Front national, pour qu'au plus vite ils fusionnent avec la droite réactionnaire en délicatesse de chef.

Rien n'est joué. Beaucoup dépend du mouvement social, de la précision de son tir revendicatif et de ses capacités d'entraînement. Voilà comment nous comprenons le 18 mars. Pour commencer de défendre la plate-forme suivante :

Pour un Pacte social de mobilisation entre toutes les forces du Travail

1 Gel immédiat des licenciements, des plans sociaux et des plans de départs réputés « volontaires » ! Embauche des jeunes à la place des contrats au rabais.

Une loi contre les licenciements et pour contraindre à l'embauche ! Les entreprises abandonnées par les états-majors patronaux doivent revenir à la collectivité nationale !

Pour le plein emploi, contre l'économie des rentiers et des financiers. L'emploi est un droit, l'actionariat un vol !

2 La Sécurité sociale est à nous ! Non à la privatisation et à la fiscalisation !

Arrêt du transfert des cotisations patronales vers les salariés et abrogation des exonérations des employeurs !

Taxation des dividendes des rentiers, proportionnelle au montant de leur fortune réelle. Récupération des capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale.

Retour à un impôt démocratique qui taxe les riches à la hauteur de leur tas d'or et qui épargne les démunis. La TVA doit être immédiatement ramenée au plus bas.

3 Assez du chantage emploi contre salaire. Ne lâchons plus rien sur les salaires. Les actionnaires pillent les richesses que nous créons ! Egalité immédiate hommes-femmes - le SMIC à 1 700 euros net - augmentation générale des salaires en proportion de la hausse du SMIC. Les capitaux de l'évasion fiscale et de la spéculation financière fianceront le tout !

4 Contre le Front national, déguisé en parti du peuple, habillé dans le vieil uniforme de l'extrême droite raciste.